



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22110/Add.40
29 octobre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISILE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/22110 du 28 janvier 1991, S/22110/Add.3 du 1er février 1991, S/22110/Add.13 du 25 avril 1991, S/22110/Add.21 du 22 juillet 1991, S/22110/Add.38 du 9 octobre 1991 et S/22110/Add.39 du 22 octobre 1991.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 12 octobre 1991, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions ci-après :

La situation entre l'Iraq et le Koweït (voir S/21100/Add.30, S/21100/Add.31, S/21100/Add.32, S/21100/Add.33, S/21100/Add.36, S/21100/Add.37, S/21100/Add.38, S/21100/Add.42, S/21100/Add.43, S/21100/Add.47, S/21110/Add.6, S/21110/Add.7, S/21110/Add.8, S/21110/Add.9, S/21110/Add.13, S/21110/Add.14, S/21110/Add.17, S/21110/Add.24, S/21110/Add.25, S/22110/Add.32 et S/22110/Add.37).

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 3012e séance, le 11 octobre 1991; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur le plan de contrôle et de vérification continus de l'exécution par l'Iraq des dispositions des parties pertinentes et de la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (S/22871/Rev.1), ainsi que de la note du Secrétaire général communiquant au Conseil de sécurité un plan révisé, présenté par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), touchant le contrôle et la vérification continus du respect par l'Iraq des dispositions du paragraphe 12 de la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et des dispositions des paragraphes 3 et 5 de la résolution 707 (1991) (S/22872/Rev.1 et Corr.1).

Avec l'assentiment du Conseil de sécurité, le Président a invité le représentant de l'Iraq, sur sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution publié sous la cote S/23143, présenté par la Belgique, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

A la même séance, le Conseil de sécurité a procédé à un vote sur le projet de résolution S/23134, qu'il a adopté à l'unanimité en tant que résolution 715 (1991).

La résolution 715 (1991) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 687 (1991) du 3 avril 1991 et 707 (1991) du 15 août 1991 et ses autres résolutions sur la question,

Rappelant en particulier qu'aux termes de la résolution 687 (1991), le Secrétaire général et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique étaient priés d'élaborer des plans de contrôle et de vérification continus et de les soumettre à l'approbation du Conseil de sécurité,

Prenant acte du rapport et de la note du Secrétaire général 1/ par lesquels celui-ci communique au Conseil les plans présentés par le Secrétaire général et par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

Agissant en vertu des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. Approuve, conformément aux dispositions des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et de la présente résolution, les plans soumis par le Secrétaire général et par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (S/22871/Rev.1 et S/22872/Rev.1);

2. Décide que la Commission spéciale sera chargée d'exécuter le plan soumis par le Secrétaire général 2/, tout en continuant de s'acquitter des autres responsabilités que lui confèrent les résolutions 687 (1991), 699 (1991) et 707 (1991) et en exerçant les autres fonctions qui lui sont confiées par la présente résolution;

3. Prie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique d'assurer, avec l'assistance et la coopération de la Commission spéciale, l'exécution du plan présenté par lui 3/ et de

1/ S/22871/Rev.1 et S/22872/Rev.1 et Corr.1.

2/ S/22871/Rev.1.

3/ S/22872/Rev.1 et Corr.1.

continuer de s'acquitter des autres responsabilités que lui confèrent les résolutions 687 (1991), 699 (1991) et 707 (1991);

4. Décide que la Commission spéciale, dans l'exercice des responsabilités qui sont les siennes en tant qu'organe subsidiaire du Conseil de sécurité :

a) Demeurera chargée de désigner les nouveaux emplacements devant faire l'objet d'inspections et de survols;

b) Continuera de faire bénéficier de son assistance et de sa coopération le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique en lui fournissant d'un commun accord les connaissances spécialisées et les services logistiques, les informations et les autres formes d'appui opérationnel dont il pourrait avoir besoin pour l'exécution du plan présenté par lui;

c) Exercera, en coopération avec le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans le domaine nucléaire, les autres fonctions qui pourraient être nécessaires à la coordination des activités au titre des plans approuvés par la présente résolution, notamment en tirant parti dans toute la mesure du possible des services et de l'information couramment disponibles afin d'atteindre à l'efficacité maximum et d'utiliser au mieux les ressources;

5. Exige que l'Iraq remplisse inconditionnellement toutes les obligations qui lui incombent au titre des plans approuvés par la présente résolution et coopère pleinement avec la Commission spéciale et avec le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux fins de l'exécution des plans;

6. Décide d'encourager tous les Etats Membres à fournir le maximum d'assistance en espèces et en nature afin d'aider la Commission spéciale et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique à mener à bien leurs activités au titre des plans approuvés par la présente résolution, sans préjudice de l'obligation qui incombe à l'Iraq de défrayer intégralement le coût de ces activités;

7. Prie le Comité créé par la résolution 661 (1990), la Commission spéciale et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de collaborer à la mise au point d'un mécanisme qui permette de contrôler à l'avenir toute vente ou fourniture à l'Iraq par d'autres pays d'articles relevant de l'application de la section C de la résolution 687 (1991) et d'autres résolutions pertinentes, y compris la présente résolution et les plans approuvés au titre de celle-ci;

8. Prie le Secrétaire général et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de lui présenter des rapports sur l'exécution des plans approuvés par la présente résolution lorsqu'il leur en fera la demande et, en tout état de cause, au moins tous les six mois après l'adoption de la présente résolution;

9. Décide de demeurer saisi de la question.

La situation à Chypre (voir S/11185/Add.28, S/11185/Add.29, S/11185/Add.32, S/11185/Add.34, S/11185/Add.49, S/11593/Add.7, S/11593/Add.8, S/11593/Add.9, S/11593/Add.10, S/11593/Add.23, S/11593/Add.24, S/11593/Add.49, S/11935/Add.23, S/11935/Add.24, S/11935/Add.50, S/12269/Add.24, S/12269/Add.35, S/12269/Add.36, S/12269/Add.37, S/12269/Add.50, S/12520/Add.23, S/12520/Add.45, S/12520/Add.47, S/12520/Add.49, S/13033/Add.23, S/13033/Add.49, S/13737/Add.23, S/12737/Add.49, S/14325/Add.22, S/14326/Add.50, S/14840/Add.24, S/14840/Add.50, S/15560/Add.24, S/15560/Add.46, S/15560/Add.50, S/16270/Add.17, S/16270/Add.18, S/16270/Add.23, S/16270/Add.49, S/16880/Add.23, S/16880/Add.37, S/16880/Add.49, S/17725/Add.23, S/17725/Add.49, S/18570/Add.23, S/18570/Add.50, S/19420/Add.24, S/19420/Add.50, S/20370/Add.22, S/20370/Add.49, S/21100/Add.10, S/21100/Add.23, S/21100/Add.28, S/21100/Add.49, S/21100/Add.50 et S/22110/Add.23).

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 3013^e séance, le 11 octobre 1991; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices concernant Chypre (S/23121).

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution publié sous la cote S/23137, qui avait été établi au cours des consultations du Conseil de sécurité.

Le Président a également appelé l'attention sur une modification de forme à apporter au projet de résolution provisoire S/23137, selon laquelle il y avait lieu, au paragraphe 3 du dispositif, de remplacer par un point-virgule la virgule figurant après les mots "et le non-alignement de la République de Chypre".

A la même séance, le Conseil de sécurité a procédé à un vote sur le projet de résolution S/23137, qu'il a adopté à l'unanimité en tant que résolution 716 (1991).

La résolution 716 (1991) se lit comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 8 octobre 1991 sur sa mission de bons offices concernant Chypre 1/.

Notant avec satisfaction les progrès réalisés quant à la définition d'un ensemble d'idées qui permette de parvenir à un accord-cadre global convenu sur Chypre,

Notant avec préoccupation les difficultés rencontrées au cours des travaux entrepris à cette fin,

1/ S/23121.

Regrettant qu'il n'ait pas été possible de convoquer la réunion internationale de haut niveau envisagée dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 28 juin 1991 2/.

1. Félicite le Secrétaire général pour les efforts qu'il a déployés ces derniers mois et approuve son rapport et ses observations;

2. Réaffirme ses résolutions antérieures sur Chypre;

3. Réaffirme sa position sur la question de Chypre, qu'il a exprimée tout récemment encore dans la résolution 649 (1990), conformément aux accords de haut niveau de 1977 et 1979 entre les parties à Chypre, à savoir que les principes fondamentaux d'un règlement à Chypre sont : la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et le non-alignement de la République de Chypre; l'exclusion de l'union complète ou partielle avec tout autre pays ainsi que de toute forme de partage ou de sécession; et l'adoption d'un nouvel arrangement constitutionnel pour Chypre qui permette d'assurer le bien-être et la sécurité des communautés chypriote grecque et chypriote turque dans une fédération bicommunautaire et bizonale;

4. Réaffirme que sa position sur la solution du problème de Chypre implique un Etat de Chypre composé de deux communautés politiquement égales, tel que le Secrétaire général l'a défini au onzième paragraphe de l'annexe I à son rapport daté du 8 mars 1990 3/;

5. Demande aux parties d'adhérer pleinement à ces principes et de négocier dans le cadre qu'ils constituent, sans introduire de notions qui s'en écartent;

6. Réaffirme que les bons offices du Secrétaire général s'exercent auprès des deux communautés, qui participent au processus sur un pied d'égalité;

7. Se félicite que le Secrétaire général prévoie de reprendre les discussions au début de novembre, avec les deux parties à Chypre, ainsi qu'en Grèce et en Turquie, afin de parachever l'ensemble d'idées sur un accord-cadre global;

8. Considère que la convocation d'une réunion internationale de haut niveau qui serait présidée par le Secrétaire général et à laquelle participeraient les deux communautés ainsi que la Grèce et la Turquie, constituerait une méthode efficace pour la conclusion d'un accord-cadre global sur Chypre;

2/ S/22744.

3/ S/21183."

9. Demande aux dirigeants des deux communautés, ainsi qu'à la Grèce et à la Turquie, de coopérer pleinement avec le Secrétaire général et ses représentants de façon qu'une réunion internationale de haut niveau puisse être convoquée avant la fin de l'année;

10. Prie le Secrétaire général de lui faire savoir en novembre 1991 si des progrès suffisants ont été réalisés pour qu'une réunion internationale de haut niveau puisse être convoquée et, au cas où la situation ne s'y prêterait pas encore, de lui soumettre l'ensemble d'idées tel qu'il se présentera alors, accompagné de son évaluation de la situation.
